



## **Nous soutenons le mouvement pour la Palestine dans les universités et les grandes écoles.**

Depuis quelques semaines, le mouvement de soutien aux palestinien.e.s dans les universités et les grandes écoles françaises a commencé à prendre de l'ampleur, tout d'abord à Sciences Po, puis plus récemment à la Sorbonne et dans d'autres universités. Les étudiant.e.s et personnels impliqués demandent un cessez-le-feu immédiat dans la bande de Gaza permettant de mettre fin à l'offensive israélienne commencée il y a plus de six mois et qui provoque des massacres et des destructions sans précédent. Ils réclament également la fin de l'occupation de la Cisjordanie qui dure depuis 1967.



Pour beaucoup, cela passe par la rupture des liens institutionnels avec les universités israéliennes complices du régime d'oppression à l'égard des Palestinien.ne.s, ou avec les grandes entreprises françaises, américaines ou israéliennes impliquées dans cette guerre, qui s'apparente de plus en plus à un génocide, et dans la colonisation et la situation d'apartheid que subissent les palestinien.ne.s. Les manifestant.e.s demandent aussi que les universités françaises expriment plus fortement leur solidarité avec les universitaires et étudiant.e.s palestinien.ne.s, victimes des bombardements, des privations et de nombreuses atrocités. Ce soutien doit aussi s'exprimer concrètement, via l'accueil des étudiant.e.s et des universitaires et l'octroi de bourses.

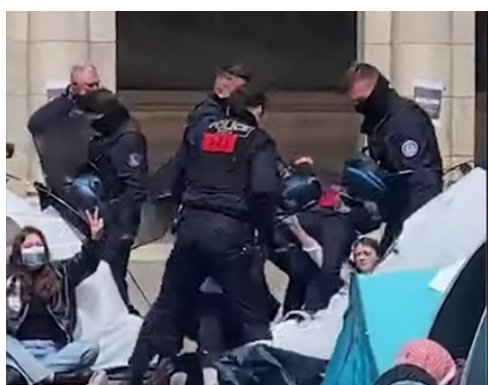
Ce mouvement s'exprime de manière pacifique, sous diverses formes, en particulier par des réunions publiques, des assemblées générales, des manifestations et l'occupation de campus et lieux symboliques. A Sorbonne Université, une première tentative de campement dans les locaux de l'ancienne Sorbonne, boulevard Saint Michel, par des étudiant.e.s a eu lieu lundi dernier mais elle s'est terminée très vite suite à une intervention violente de la police. Mardi, une AG sur la Palestine prévue à Clignancourt a été interdite par la présidence. Une deuxième tentative d'occupation a eu lieu hier place de la Sorbonne et s'est terminée de la même manière.

Plus généralement, nous assistons depuis le 7 octobre à une répression forte de toutes les expressions du soutien à la Palestine, et le milieu académique ne fait pas exception. Ainsi, plusieurs conférences publiques au sujet de la Palestine ont été interdites dans certaines universités et la restriction de la liberté d'expression et la répression des mobilisations des étudiant.e.s sonnent comme une alarme extrêmement sinistre pour les libertés universitaires. L'évacuation brutale par les forces de l'ordre

d'étudiant.e.s de Sciences Po Paris et de Sorbonne Université mobilisé.e.s pour la paix et en soutien au peuple palestinien ces derniers jours en sont des exemples révélateurs.

Par ailleurs, des étudiant.e.s ont fait l'objet de convocations par les services de lutte contre le terrorisme et des collègues universitaires ou chercheurs sont aussi traduits devant des commissions d'enquêtes ou disciplinaires internes en raison de leurs prises de position ou expressions à propos de la situation à Gaza.

Les motifs des mises en cause sont divers : « risque d'atteinte à l'ordre public », là où rien ne permet d'attester d'un tel risque, « antisémitisme » ou « apologie du terrorisme » pour qualifier des positions en défense des droits du peuple palestinien. La volonté de mise au pas de la libre expression dans les universités et d'imposer une censure officielle est en tous les cas manifeste, en particulier à propos de la situation au Proche-Orient, singulièrement à Gaza.



Dans plusieurs cas, ces interdictions ou annulations préalables de conférences ou ces dénonciations font suite à des pressions exercées par des responsables politiques : présidents de région, parlementaires, membres de l'exécutif (président de la République inclus). L'attitude de la présidence de la région Ile de France qui a décidé de suspendre les subventions publiques à Sciences Po, en raison du mouvement d'une partie de ses étudiant.e.s, est une illustration particulièrement choquante de cette volonté liberticide.

**L'intersyndicale de Sorbonne Université dénonce cette volonté d'imposer une opinion politique, par l'usage de la force préfectorale ou de l'intimidation. Ce n'est ni aux préfets ni aux élus territoriaux ou nationaux de définir ce qui doit être enseigné ou débattu dans les enceintes universitaires, pas plus à propos de Gaza que sur d'autres sujets.**

**La répression du mouvement de soutien à la Palestine dans les universités et sur tout notre territoire doit cesser. Les occupations pacifiques en cours dans les universités ne doivent pas être stoppées par des interventions policières. Nous demandons le respect des franchises universitaires et de la liberté académique, le respect de l'indépendance des universitaires et des chercheurs et des chercheuses, le rétablissement des libertés d'opinion et d'expression dans l'ESR comme partout ailleurs, et l'arrêt de toutes les poursuites envers les étudiant.e.s, les militant.e.s et les citoyen.ne.s ayant exprimé leur soutien au peuple palestinien.**

**Nous considérons également que les directions de nos universités doivent prendre en compte les revendications demandant la rupture des liens avec les institutions et entreprises impliquées dans l'occupation et la destruction de la Palestine, ainsi que l'accueil des universitaires et étudiant.e.s palestinien.ne.s.**